

F. 2001 — 2233

[C — 2001/27457]

19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 novembre 2000 contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000;

Vu le décret du 14 décembre 2000 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2001, division organique 17, programme 04, allocations de base 33.65.04 et 43.65.04;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant l'accord-cadre pour le secteur non marchand wallon du 16 mai 2000 relatif à l'harmonisation barémique avec la C.P. 305.01 et au subventionnement du jour de carence;

Considérant qu'à partir de l'exercice 2001, une enveloppe de 50 millions de FB est prévue au budget pour le subventionnement du jour de carence (ce qui représente une augmentation du taux forfaitaire horaire de base de 9,27 FB);

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 15 décembre 2000 de fixer l'enveloppe définitive pour l'harmonisation barémique à 800 millions de FB pour la commission paritaire 318;

Considérant la convention collective de travail du 5 mars 2001, modifiée par la convention collective du 11 juin 2001, conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone, fixant les conditions de travail et de rémunération pour le personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne;

Considérant que cette convention fixe les nouvelles échelles barémiques applicables au personnel des services d'aide aux familles et aux personnes âgées subsidiés par la Région wallonne;

Considérant que le présent arrêté ne règle que des dispositions relatives aux subventions octroyées aux services;

Considérant qu'il convient de majorer les subventions pour permettre l'augmentation des salaires dans le secteur privé;

Considérant que les taux de subventions destinées aux services publics et privés sont égaux;

Considérant l'urgence et la nécessité de préserver l'équilibre financier des services;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. La subvention comporte :

— pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 30 septembre 2000 :

1° un montant forfaitaire de 512,38 FB par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 18,66 FB pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 37,32 FB pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 67,72 FB par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 25,80 FB accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 219,43 FB par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— pour la période du 1^{er} octobre 2000 au 31 décembre 2000 :

1° un montant forfaitaire de 549,64 FB par heure prestée, à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 18,55 FB pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 38,99 FB pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 70,65 FB par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 26,83 FB accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 219,43 FB par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 30 septembre 2001 :

1° un montant forfaitaire de 558,91 FB par heure prestée (comprenant le supplément de 9,27 FB pour le subventionnement du jour de carence), à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 18,55 FB pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 38,99 FB pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 70,65 FB par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 26,83 FB accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 222,33 FB par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— pour la période du 1^{er} octobre 2001 au 30 septembre 2002 :

1° un montant forfaitaire de 587,08 FB (soit 14,5533 euros) par heure prestée (comprenant le supplément de 9,27 FB pour le subventionnement du jour de carence), à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 18,11 FB (soit 0,4489 euro) pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 40 FB (soit 0,9916 euro) pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 72,37 FB (soit 1,7940 euro) par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 27,40 FB (soit 0,6792 euro) accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 222,33 FB (soit 5,5114 euros) par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— pour la période 1^{er} octobre 2002 au 30 septembre 2003 :

1° un montant forfaitaire de 15,2516 euros par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 0,4380 euro pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 1,0166 euro pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 1,8366 euro par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,6934 euro accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 5,5114 euros par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— pour la période du 1^{er} octobre 2003 au 30 septembre 2004 :

1° un montant forfaitaire de 15,9500 euros par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 0,4269 euro pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 1,0419 euro pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 1,8793 euro par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,7075 euro accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 5,5114 euros par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures;

— à partir du 1^{er} octobre 2004 :

1° un montant forfaitaire de 16,6483 euros par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides; ce montant est majoré de 0,4157 euro pour les heures prestées par des aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est d'au moins huit ans et de moins de quatorze ans, de 1,0672 euro pour les heures prestées par les aides dont l'ancienneté prise en considération pour la détermination de leur rémunération est de quatorze ans et plus;

2° un montant forfaitaire supplémentaire de 1,9224 euro par prestation accordé à titre d'intervention dans les frais administratifs;

3° un montant forfaitaire supplémentaire fixé à 0,7216 euro accordé à titre d'intervention dans les frais salariaux des assistants sociaux ou des infirmiers gradués sociaux, par heure prestée par les aides familiales ou seniors;

4° un montant forfaitaire supplémentaire de 5,5114 euros par heure effectuée les samedis, les dimanches, ou entre 20 heures et 6 heures.

Les montants prévus pour la période du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2000 sont définitifs.

Les montants prévus à partir du 1^{er} janvier 2001 sont adaptés annuellement en fonction des indexations des salaires dans la fonction publique survenues au cours de l'année.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 105,21 du 1^{er} juillet 2000.

Toutefois, pour la période du 1^{er} janvier 2001 au 31 décembre 2004, ces montants, à l'exception de celui visé au 4°, sont adaptés sur les trois premiers trimestres lorsqu'une indexation intervient durant cette période, ou ils sont adaptés sur le quatrième trimestre lorsqu'une indexation intervient lors du quatrième trimestre.

Chaque année, le Ministre des Affaires sociales, notifie aux différents services agréés les montants des subventions forfaitaires appliqués dans le courant de l'année.

Le nombre d'heures prestées à prendre en considération pour le calcul des subventions prévues aux 1° et 3° du présent article ne peut dépasser par aide et par année, le nombre d'heures équivalent à un temps plein, compte tenu de la durée hebdomadaire de travail convenue en commission paritaire des aides familiales et des aides seniors et rendue obligatoire par arrêté royal du 6 janvier 1984, et des dispositions légales relatives aux congés payés et jours fériés.

Le nombre de prestations visé au 2° du présent article est, le cas échéant, réduit en proportion du nombre d'heures visé à l'alinéa précédent. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Art. 4. Le Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

—
VERTALING

N. 2001 — 2233

[C — 2001/27457]

19 JULI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 december 2000 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000;

Gelet op het decreet van 14 december 2000 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2001, organisatieafdeling 17, programma 04, basisallocaties 33.65.04 en 43.65.04;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 juli 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de kaderovereenkomst voor de Waalse non-profitsector van 16 mei 2000 betreffende de harmonisering van de weddeschalen met de P.C. 305.01 en de subsidiëring van de carensdag;

Overwegende dat de begroting vanaf het boekjaar 2001 voorziet in een enveloppe van 50 miljoen BEF voor de subsidiëring van de carensdag (waardoor het forfaitaire basisuurpercentage verhoogd wordt met 9,27 BEF);

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 15 december 2000 waarbij de definitieve enveloppe betreffende de harmonisering van de weddeschalen wordt vastgelegd op 800 miljoen BEF voor de paritaire commissie 318;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 maart 2001, gewijzigd bij de collectieve overeenkomst van 11 juni 2001, gesloten binnen de paritaire subcommissie voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap, waarbij de loon- en arbeidsvoorwaarden van de personeelsleden van de door het Waalse Gewest gesubsidieerde diensten voor gezins- en bejaardenhulp worden vastgelegd;

Overwegende dat die overeenkomst de nieuwe weddeschalen vastlegt die van toepassing zijn op de door het Waalse Gewest gesubsidieerde diensten voor gezins- en bejaardenhulp;

Overwegende dat dit besluit alleen de voorschriften regelt die de aan de diensten toegekende subsidies betreffen;

Overwegende dat de subsidies moeten worden vermeerderd om een loonsverhoging in de privé-sector mogelijk te maken;

Overwegende dat de openbare diensten en de privé-diensten dezelfde subsidiepercentages genieten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en op de noodzaak het financiële evenwicht van de diensten te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, daarvan.

Art. 2. Artikel 10 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 10. De subsidie omvat :

— voor de periode tussen 1 januari 2000 en 30 september 2000 :

1° een forfaitair bedrag van 512,38 BEF per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 18,66 BEF voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar, en met 37,32 BEF voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 67,72 BEF per dienstverstreking, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 25,80 BEF, als tegemoetkoming in de loonkosten van maatschappelijk assistenten of gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelp(st)ers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 219,43 BEF per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

— voor de periode tussen 1 januari 2001 en 30 september 2001 :

1° een forfaitair bedrag van 558,91 BEF per uur gepresteerd (met inbegrip van een toeslag van 9,27 BEF voor de subsidiëring van de carensdag), als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 18,55 BEF voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar en met 38,99 BEF voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 70,65 BEF per dienstverstreking, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 26,83 BEF, als tegemoetkoming in de loonkosten van maatschappelijk assistenten of gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelp(st)ers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 222,33 BEF per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

— voor de periode tussen 1 oktober 2001 en 30 september 2002 :

1° een forfaitair bedrag van 587,08 BEF (14,5533 euro) per gepresteerd uur (waarbij een toeslag van 9,27 BEF voor de subsidiëring van de carensdag wordt ingerekend), als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 18,11 BEF voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar en met 40 BEF (0,9916 euro) voor de uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging berekend wordt op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 72,37 BEF (1,7940 euro) per dienstverstreking, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 27,40 BEF (0,6792 euro), als tegemoetkoming in de loonkosten van maatschappelijk assistenten of gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelp(st)ers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 222,33 BEF (5,5114 euro) per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

— voor de periode tussen 1 oktober 2002 en 30 september 2003 :

1° een forfaitair bedrag van 15,2516 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4380 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar en met 1,0166 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 1,8366 euro per prestatie, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 0,6934 euro, als tegemoetkoming in de loonkosten van maatschappelijk assistenten of gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelpers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 5,5114 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

— voor de periode tussen 1 oktober 2003 en 30 september 2004 :

1° een forfaitair bedrag van 15,9500 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4269 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar en met 1,0419 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging berekend wordt op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 1,8793 euro per dienstverstreking, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 0,7075 euro, als tegemoetkoming in de loonkosten van maatschappelijk assistenten of gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelpers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 5,5114 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

— vanaf 1 oktober 2004 :

1° een forfaitair bedrag van 16,6483 euro per gepresteerd uur, als tegemoetkoming in de loonkosten van de hulpverleners; dat bedrag wordt vermeerderd met 0,4157 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens acht jaar en van minder dan veertien jaar en met 1,0672 euro voor uren gepresteerd door hulpverleners van wie de bezoldiging wordt berekend op grond van een anciënniteit van minstens veertien jaar;

2° een bijkomend forfaitair bedrag van 1,9224 euro per dienstverstreking, als tegemoetkoming in de administratieve kosten;

3° een bijkomend forfaitair bedrag van 0,7216 euro, als tegemoetkoming in de loonkosten van de maatschappelijk assistenten of de gegradueerde maatschappelijk verplegers, per uur gepresteerd door de gezins- of bejaardenhelpers;

4° een bijkomend forfaitair bedrag van 5,5114 euro per uur gepresteerd op zaterdagen, op zondagen of tussen 20 uur en 6 uur;

De bedragen voorzien voor de periode tussen 1 januari 2000 en 31 december 2000 zijn definitief.

De bedragen voorzien vanaf 1 januari 2001 worden jaarlijks aangepast op grond van de loonindexeringen in het openbaar ambt die in de loop van het jaar worden toegepast.

Ze worden gekoppeld aan de spilindex 105,21 van 1 juli 2000.

Voor de periode tussen 1 januari 2001 en 31 december 2004 worden die bedragen, met uitzondering van het bedrag bedoeld in 4°, echter aangepast over de eerste drie kwartalen wanneer een indexering tijdens die periode wordt toegepast, of over het vierde kwartaal wanneer een indexering tijdens dat kwartaal wordt toegepast.

De Minister van Sociale Aangelegenheden stelt de verschillende erkende diensten jaarlijks in kennis van de bedragen van de forfaitaire subsidies die in de loop van het jaar van kracht zijn.

Het aantal gepresteerde uren dat in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de subsidies bedoeld in 1° en 3° van dit besluit, mag per hulpverlener en per jaar niet hoger zijn dan het aantal uren dat overeenstemt met een voltijdse baan, rekening houdende met de wekelijkse arbeidsduur overeengekomen in de paritaire commissie van de gezins- en bejaardenhelpers en dwingend gemaakt bij koninklijk besluit van 6 januari 1984, en met de wetsbepalingen betreffende het betaald verlof en de feestdagen.

Het aantal dienstverstrekkingen bedoeld in 2° van dit artikel wordt, in voorkomend geval, verminderd naar verhouding van het in het vorige lid bedoelde aantal uren. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Art. 4. De Minister van Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2234

[C — 2001/27463]

19 JUILLET 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 21;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la Conservation de la nature, notamment les articles 58^{ter} et 58^{quater} y insérés par le décret du 21 avril 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, modifié par l'arrêté du 20 juin 1996, par l'arrêté du 26 octobre 2000, et par l'arrêt du Conseil d'Etat n° 92.211 du 15 janvier 2001;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 11 juillet 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics et du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 2° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 réglementant la circulation des embarcations et des plongeurs sur et dans les cours d'eau, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 1996, est remplacé par la disposition suivante : "2° Cours d'eau navigables : les parties navigables de l'Amblève, de l'Eau d'Heure, de la Lesse, de l'Ourthe et de la Semois".

Art. 2. L'alinéa 1^{er} de l'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : « Sans préjudice de l'article 6, alinéa 2, il est interdit en tout temps de faire circuler toute embarcation, d'en mettre à l'eau ou de circuler comme plongeur. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau toute embarcation, à l'exception de celles visées à l'article 2, 1°, ou de circuler comme plongeur :

1° le jour d'ouverture de la pêche à la truite et le jour d'ouverture générale de la pêche;

2° entre le coucher et le lever du soleil du 1^{er} octobre au 15 mars inclus;

3° entre 17 heures et 10 heures du 16 mars au 14 juin inclus;

4° entre 18 heures et 9 h 30 m du 15 juin au 30 septembre inclus.

Il est interdit, sur les cours d'eau non navigables, de faire circuler et de mettre à l'eau les embarcations visées à l'article 2, 1° entre le coucher et le lever du soleil. »

Art. 4. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 20 juin 1996, les alinéa 2 et 3 sont remplacés par les alinéa suivants :

« Pour les cours d'eau navigables, les plans d'eau sont désignés par le Ministre qui a les cours d'eau navigables dans ses attributions, lequel ne désigne ceux-ci qu'après avoir pris successivement l'avis du collège des Bourgmestre et Echevins des communes concernées et du Ministre qui a la Conservation de la nature dans ses attributions.

Par dérogation aux prescriptions du présent arrêté, les articles 2, 3, 4, 6 alinéas 1^{er} et 2, 7 ne sont pas applicables aux plans d'eau ainsi déterminés. »